



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 312 du 3 décembre 2023

Au sommaire :

- **Ce sont le capitalisme et les démagogues racistes qui « ensauvagent » la société** - *Laurent Delage*
- **De Gaza à la Cisjordanie, Netanyahu-Biden poursuivent leur guerre génocidaire. Notre solidarité internationaliste, le refus du militarisme et du nationalisme, la seule voix pour la paix** - *Yvan Lemaitre*

Ce sont le capitalisme et les démagogues racistes qui « ensauvagent » la société

Toute la semaine, politiciens démagogues et journalistes aux ordres ont alimenté une campagne répugnante suite à la mort du jeune Thomas à Crépol, à l'image de Laurence Ferrari sur CNews, entamant son émission par : « *Il y a dans l'air comme un parfum de guerre civile* » ! Une instrumentalisation destinée à attiser les peurs et les préjugés racistes les plus crasses.

Et immédiatement, ce matin, le monde politique s'est emparé de l'attaque mortelle de cette nuit à Paris, par un jeune connu pour des troubles psychiatriques et pour se revendiquer de l'Islam radical. Borne a donné le la : « *Nous ne céderons rien face au terrorisme. Jamais* », un ton martial mille fois entendu alors que tout démontre que leur guerre contre le terrorisme ne fait que l'entretenir et engendrer des tensions mortelles et, effet collatéral, des actes désespérés d'individus fragiles.

C'est bien là le but des provocations verbales de la droite et physiques de l'extrême droite, exacerber les tensions, les peurs et la xénophobie dont ils espèrent tirer profit.

Comme cette descente provocatrice de groupuscules d'extrême-droite le 25 novembre à Romans-sur-Isère, de leur tentative de « ratonnade » dans le quartier de la Monnaie, suivies d'autres manifestations à Lyon, Grenoble, Aix-en-Provence. Darmanin a annoncé la prochaine dissolution de trois de ces groupes. Une mesure dérisoire destinée à donner le change.

L'hypocrisie est totale de la part du pouvoir, qui participe de cette escalade raciste et réactionnaire. A commencer par Darmanin, qui a déclaré dès le lendemain du décès de Thomas : « *C'est une faillite générale de notre société (...)* Nous devons remettre de l'autorité partout » en reprenant la formule de l'extrême-droite : « *Ça s'appelle l'ensauvagement* » !

Véran, porte-parole du gouvernement et ex député du PS, a repris le même discours à Crépol, en brandissant la menace « *d'un basculement de notre société si nous ne sommes pas à la hauteur* » ! Et question « hauteur », il s'y connaît en dénonçant les « parents déficients » qu'il veut condamner à des travaux d'intérêt général ou les jeunes délinquants qu'il veut mettre en centres fermés encadrés par des militaires.

L'ensemble du bloc réactionnaire, de Renaissance au RN en passant par LR, est en pleine surenchère, alimentée par la concurrence à laquelle ces politiciens se livrent pour en prendre la tête.

Une fuite en avant qui pousse Ciotti à refuser de condamner les exactions des groupuscules d'extrême-droite à Romans-sur-Isère avant de rétropédaler. Une occasion pour le RN de poser en parti de pouvoir, comme Bardella revendiquant « *l'autorité légitime de l'Etat et la force des lois* », tout en distillant la même haine raciste que ces groupuscules, en dénonçant des « *jeunes de cité* » venus pour « *planter des Blancs* » !

Darmanin à l'offensive avec sa « loi immigration »

Parallèlement à cette campagne nauséabonde, le projet de loi immigration passait cette semaine en commission des lois de l'Assemblée Nationale avant d'y être débattue à partir du 11 décembre.

Le texte a été particulièrement durci par LR et Darmanin au Sénat, passant de 27 articles à une centaine. La droite est même allée jusqu'à la suppression de l'AME (aide médicale pour les sans-papiers) et son remplacement par une AMU avec un panier de soins considérablement réduit.

Un spectacle écœurant de voir ces sénateurs aux privilèges exorbitants dénoncer les « abus » des étrangers sur notre système de santé. L'AME est au contraire bien trop faible, à peine 0,5 % des dépenses de santé, pour sauver des vies dans un des pays les plus riches de la planète !

La commission des lois a finalement supprimé cet article, mais rien n'est sûr quant à l'avenir de l'AME, à laquelle l'accès avait déjà été rendu plus difficile par une série d'obstacles administratifs. Maintenant, Darmanin parle de la limiter dans le temps pour récupérer les voix de LR. Des tractations cyniques, comme le souligne un chef de service de l'hôpital Delafontaine à St Denis qui dénonce « la lâcheté de s'en prendre aux migrants » en rajoutant : « Ce rejet des précaires ne se limitera pas aux étrangers et on glissera de l'étranger malade au pauvre » !

Le reste du texte est à l'avenant, sur la limitation du regroupement familial ou sur la régularisation des travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension à laquelle le préfet pourra s'opposer « en cas de menace à l'ordre public, de non-respect des valeurs de la République ou de polygamie »... Là encore, les fantasmes et les peurs !

Le projet de loi veut aussi réformer la Cour nationale du droit d'asile en imposant la généralisation du juge unique au lieu de trois, ce qui était jusque-là l'exception. La pression s'accroît pour mettre en place une justice expéditive contre les migrants.

Darmanin s'est cyniquement félicité des nombreux ajouts du Sénat conservés dans son texte. Qu'importent les conséquences et les vies impactées ! En démagogue prêt à tout, il veut montrer qu'à l'inverse d'une Le Pen « trop molle », lui passe aux actes.

Pas un média ne dénonce la violence de ces discours nauséabonds et racistes, pas plus qu'ils ne dénoncent la violence sociale qui s'aggrave. Ces politiciens, comme les médias aux ordres de Bolloré ou autres milliardaires, défendent leurs privilèges quoi qu'il en coûte, flattant l'égoïsme national, stigmatisant les migrants comme boucs émissaires pour dévoyer la colère des classes populaires.

La violence sociale, c'est celle des privilégiés et des inégalités sociales

Pourtant, le quotidien d'une très grande partie des classes populaires est frappé par cette violence sociale, la misère et la dégradation brutale de ses conditions de vie face à l'inflation.

La presse économique se félicite de ce mois de novembre pour le CAC40, un mois faste avec + 6,17 %, le meilleur depuis 40 ans paraît-il ! Tandis que les Restos du cœur annoncent que pour la première fois, ils doivent réduire les dotations en repas et refuser près de 150 000 personnes cet hiver.

L'association est débordée. Elle a accueilli 1,3 millions de personnes l'an dernier, soit 200 000 de plus que l'année précédente. Toujours plus de retraités, d'étudiants, de familles monoparentales, de personnes sans emploi ou

de travailleurs dont le salaire ne permet pas de boucler les fins de mois. Comme le dit le président des Restos, Patrice Douret : « *la précarité augmente, la faim progresse, on a des familles qui font le choix entre se nourrir et se chauffer, se loger, se déplacer* ».

Et face à cela, le gouvernement s'en prend à la protection sociale, en accusant les pauvres, les immigrés, les chômeurs. Le Maire veut même s'en prendre aux salariés seniors de plus de 55 ans qui ne trouvent plus de travail, en voulant ramener leur durée d'indemnisation de 27 mois à 18 mois alors que l'âge de la retraite est repoussé à 64 ans. Le mépris de classe plein la bouche, « *Si on ne se secoue pas les puces, il n'y aura pas 5 % de taux de chômage* » !

Assurance chômage, loi « plein-emploi », une attaque contre l'ensemble des travailleurs

Le gouvernement poursuit la même politique avec sa loi « plein-emploi », qui prévoit dès le 1^{er} janvier d'intégrer les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes des missions locales... dans France Travail qui va remplacer Pôle Emploi. Tous devront signer un « *contrat d'engagement* » pour 15 h au moins d'activités par semaine, sous peine de suppression des allocations.

Le gouvernement reste dans le flou en parlant de « formation » ou « d'accompagnement », mais sa politique ouvre la porte au travail gratuit et aux petits boulots en tout genre pour les pauvres. Un profond recul de toute la société.

Parallèlement, les « *partenaires sociaux* » viennent de signer (sauf la CGT) une nouvelle convention de l'assurance chômage. Tous ont accepté de se plier à la lettre de cadrage du gouvernement, refusant tout retour en arrière en matière d'allocation ou de durée d'indemnisation des privés d'emplois, sans parler de la ponction de 12 milliards par le gouvernement dans les caisses de l'Unedic pour financer France Travail.

Alors que les mesures prises par Macron en 2021 ont conduit à une baisse de 16 % des allocations en moyenne, la nouvelle convention prévoit de rogner 950 millions d'euros sur le dos des chômeurs par le paiement sur 30 jours calendaires quel que soit le mois concerné. Au passage, le patronat obtient même une baisse du taux de cotisation de 0,05 points. Mais pour le gouvernement qui vient de renvoyer la convention au mois de juin, le compte n'y est pas. Il faut encore plus de reculs, en particulier contre les salariés seniors.

Combattre pour nos droits, unir nos luttes

Une véritable régression sociale est en route, qui vise l'ensemble des travailleur.es et des classes populaires, détruisant les quelques protections qui pouvaient exister et dépossédant une large fraction des classes populaires. L'offensive réactionnaire et raciste à laquelle nous assistons est le produit même de cette politique des classes

dominantes, prêtes à tout pour maintenir leurs profits et leur pouvoir.

Lutter contre cet « ensauvagement » du capitalisme signifie opposer une politique globale face à l'ensemble des attaques. La lutte pour les salaires, contre le chômage, contre le racisme est indissociable de celle pour nos droits

démocratiques et pour imposer notre contrôle sur cette société que nous faisons tourner tous les jours.

Ce combat signifie faire vivre la solidarité de classe, l'internationalisme, l'unité de l'ensemble des travailleurs, avec ou sans travail, quelle que soit la nationalité ou la couleur de peau. « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous* ».

Laurent Delage

De Gaza à la Cisjordanie, Netanyahu-Biden poursuivent leur guerre génocidaire Notre solidarité internationaliste, le refus du militarisme et du nationalisme, la seule voix pour la paix

Après le septième jour de la trêve, dite « *pause opérationnelle* », entre Israël et le Hamas, l'armée israélienne a repris son œuvre de destruction et de mort. L'accord a permis la libération de 86 otages israéliens auxquels s'ajoutent 24 étrangers ou binationaux et de 240 prisonniers palestiniens. Des camions d'aide humanitaire ont pu entrer dans Gaza où la population est menacée de famine et d'épidémies. Dérisoire aux regards des immenses besoins, les habitants de la bande de Gaza vivent « *une catastrophe humanitaire monumentale, sous les yeux du monde* », a dénoncé mercredi le secrétaire général de l'ONU, réclamant un « *véritable cessez-le-feu humanitaire* ».

Mais, inexorablement, comme Netanyahu l'avait dit dès le début de la trêve, Israël reprend son œuvre sinistre génocidaire.

Les combats n'ont en fait jamais cessé au nord et surtout se sont développés en Cisjordanie où les colons appuyés par des soldats ont poursuivi leurs agressions meurtrières contre des Palestiniens et où l'armée est intervenue dans plusieurs localités pour procéder à des arrestations. Près de 3500 personnes y ont été arrêtées depuis le 7 octobre.

Si les transferts d'otages ont été l'objet d'une campagne médiatique unilatérale ignorant le sort dramatique des Palestiniens, elle a cependant levé un peu du voile qui masque la cruauté de la politique de l'armée israélienne, la répression. 2 070 personnes soit près d'un tiers du nombre total de prisonniers politiques qui s'élèverait à plus de 7 000 sont aujourd'hui emprisonnées sous le régime de la détention administrative qui permet aux autorités israéliennes de détenir des prisonniers palestiniens sans inculpation ni procès, dans l'arbitraire le plus total.

Israël comme le Hamas avaient intérêt à cette trêve mais aucun à la prolonger. Netanyahu sous la pression des familles d'otages et de l'opinion au sein de la population en Israël, de Biden aussi, soucieux des élections américaines à venir ainsi que d'aider les régimes arabes à se préserver de la colère populaire face à leur refus d'aider Gaza, considérait les négociations avec le Hamas comme un piège. Alors qu'un sondage indique que 76 % des Israéliens sont contre lui, il ne peut rester au pouvoir qu'avec l'appui de

l'extrême droite et des intégristes religieux. « *Ce répit sera de courte durée* », avait déclaré le ministre de la défense Yoav Gallant à ses troupes, « *Ce qu'on attend de vous pendant ce répit, c'est que vous vous organisiez, que vous vous prépariez, que vous enquêtiez, que vous vous réapprovisionniez en armes et que vous vous prépariez à continuer.* »

La politique de Biden-Netanyahu, mener à terme la logique sioniste, liquider la question palestinienne

80 % de la population de Gaza a été déplacée depuis le début de la guerre. A Gaza plus de 60 % des habitations ont été détruites. Sous couvert de « cibler » le Hamas, l'armée israélienne a rasé Gaza réduite à un champ de ruines. Elle n'en a pas pour autant atteint ses objectifs, le nettoyage ethnique de la bande de Gaza avant son annexion définitive, et achever la colonisation de la Cisjordanie.

Israël entend bien pousser au maximum son avantage pour en finir avec la question palestinienne, rendre définitivement impossible la création d'un Etat palestinien, achever la politique qu'il mène depuis plus de 70 ans. Une nouvelle phase de la guerre a commencé dont l'objectif essentiel sera de s'assurer de la Cisjordanie.

Tout en continuant les bombardements et l'offensive terrestre dans le nord, Israël a maintenant ordonné aux Palestiniens de quitter la majeure partie de la plus grande ville du sud, Khan Younes, nouvelle cible des bombardements. Les Palestiniens sont progressivement contraints de se serrer dans l'étroit corridor de Rafah, près de la frontière avec l'Égypte.

La majorité d'entre eux n'ont pas de maison où retourner. Les écoles, les universités, les boulangeries, les mosquées et les églises ont pour la plupart disparu. La majeure partie de Gaza n'est plus qu'un terrain vague.

On nous dit encore qu'il s'agit d' « éradiquer » le Hamas, mais comment éradiquer la détermination d'un peuple opprimé à résister à son oppresseur, détermination qui aujourd'hui n'a pas d'autre expression que le fanatisme religieux du Hamas. Ce dernier est politiquement renforcé en Cisjordanie par l'exacerbation des tensions criminelles

provoquées par les colons, l'extrême droite et les religieux protégés par l'armée. Une logique infernale qui prépare une offensive à plus large échelle de l'armée en Cisjordanie.

Dans la suite de Gaza, la Cisjordanie, un état de guerre permanent

Netanyahou a déclaré mercredi qu'il avait « *donné l'ordre au Mossad d'agir contre les chefs du Hamas, où qu'ils se trouvent* ». Galant a ajouté, « *La lutte est mondiale : depuis les tireurs sur le terrain jusqu'à ceux qui profitent d'avions de luxe pendant que leurs émissaires agissent contre des femmes et des enfants, ils sont destinés à mourir* ». Gantz avait déjà déclaré qu'Israël tuerait les dirigeants du Hamas « *à Gaza et dans le monde entier... Nous atteindrons les chefs du gouvernement du Hamas tout comme nous avons atteint le centre de ce gouvernement* ». Une façon claire de dire qu'Israël ne se fixait aucune limite tant en Palestine qu'au niveau du Moyen Orient ou même à l'échelle internationale.

Il bénéficie d'un soutien et d'une aide sans limite des USA et de leurs alliés même si Biden tente de donner le change en disant vouloir s'engager « *avec les dirigeants de tout le Moyen-Orient alors que nous travaillons tous ensemble pour construire un avenir meilleur pour la région... où tous les enfants... juifs, musulmans, chrétiens, Israéliens, Arabes, palestiniens, grandissent ne connaissant que la paix* ».

Mais le gouvernement de Tel-Aviv ne manque pas une occasion de rappeler sa politique. Le ministère israélien du Renseignement ne voit pas d'autre issue à la guerre que le déplacement forcé et permanent de l'ensemble de la population palestinienne de Gaza vers la péninsule désertique du Sinaï, en Égypte. Il ne s'en cache pas et c'est la logique de la politique de l'armée qui maintenant poursuit le Hamas, en réalité les Palestiniens dans le Sud.

Après l'attaque à Jérusalem ayant fait trois morts, revendiquée par le Hamas qui a appelé à une « *escalade de la résistance* » contre Israël, Netanyahou accélère la distribution d'armes aux colons : « *Le gouvernement que je dirige continuera d'étendre la distribution d'armes aux citoyens. C'est une mesure qui a fait ses preuves à maintes reprises dans la guerre contre le terrorisme meurtrier* ».

Israël devient le peuple-soldat dont la mission est de coloniser l'ensemble de la Palestine pour assurer aux Etats Unis et à leurs alliés la stabilité capitaliste au Moyen Orient.

De Bruxelles à Israël et la Cisjordanie, Blinken supervise l'offensive militaire de Biden

Avant de se rendre en Israël et en Cisjordanie, pour la sixième fois depuis le début de la guerre, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, est passé par Bruxelles au siège de l'Otan où se réunissaient les ministres des affaires étrangères des Etats membres pour lever les doutes sur le soutien des USA à Zelensky. Ignorant le blocage des Républicains au Congrès qui refusent de contribuer da-

vantage à l'effort de guerre en Ukraine, il a gardé le cap : « *La réponse est claire, nous devons continuer à soutenir l'Ukraine et nous le ferons* ». Sans surprise, les USA vont jusqu'au bout de leur guerre par procuration contre les ambitions de Poutine le dictateur grand russe. L'Ukraine « *ne cédera pas* », a affirmé en retour le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kuleba. Il en va non seulement de la sécurité de l'Ukraine, mais aussi de « *la sécurité de toute la région euro-atlantique* », pour rappeler « *Notre accord est très simple, vous nous donnez ce dont nous avons besoin, et nous on s'occupe de se battre. Nous ne vous demandons pas de sacrifier vos vies* ».

Puis, en Israël, Blinken a joué son rôle en demandant à Netanyahou de « *protéger les civils* » dans le sud de la bande de Gaza, « *des plans de protection humanitaire des civils doivent être mis en place afin de minimiser les morts de Palestiniens innocents* ». Netanyahou a ignoré ces bons conseils pour renouveler son engagement à « *éliminer le mouvement Hamas* ». Il a mis les points sur les i au terme de sa rencontre avec Blinken : « *Je lui ai dit que nous avions juré, et j'ai juré de détruire le Hamas. Rien ne nous arrêtera* » pour ajouter : « *Nous continuerons cette guerre jusqu'à ce que nous atteignons les trois objectifs : libérer tous nos kidnappés, éliminer complètement le Hamas et garantir que nous ne soyons plus confrontés à une telle menace venant de Gaza* ». Et c'est bien cette politique que Blinken est venu soutenir.

Le nationalisme, le militarisme contre les peuples et les travailleurs au bénéfice des forces réactionnaires, bellicistes

Dans la continuité de la guerre d'Ukraine, la guerre d'Israël renforce à l'échelle internationale la propagande militariste et belliciste, les nationalismes et leur corollaire le racisme sous toutes ses formes, antisémitisme, islamophobie, xénophobie dont les forces réactionnaires, l'extrême droite, tous les semeurs de haine font le sordide commerce. Tout ce qui vient justifier la guerre et le militarisme renforce le camp réactionnaire.

Les effets combinés de la guerre en Ukraine et de la guerre d'Israël qui n'ont, ni l'une ni l'autre, d'issue hors de l'intervention directe des populations, accélèrent les bouleversements sociaux, économiques et politiques en cours dans le monde. Conséquence de l'exacerbation de la concurrence et des rivalités entre les Etats, entre grandes puissances et leurs suzerains, dans un capitalisme en faille, la montée du militarisme accentue ces tensions.

Les Etats-Unis se déploient pour maintenir leur domination économiquement et militairement alors que leur hégémonie est remise en cause. La confrontation principale oppose les Etats-Unis et la Chine. L'Europe est marginalisée et la guerre accroît ses divisions. Les Etats-Unis recherchent une alliance avec l'Australie et le Japon qui inclurait la Grande-Bretagne. La Chine renforce les BRICS avec le Brésil et l'Inde et vise à son élargissement. L'Inde en Asie du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie en Asie du Sud-Est, l'Australie dans le Pacifique, la Turquie et l'Ara-

bie Saoudite, l'Iran au Moyen-Orient, l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya en Afrique ont leurs propres visées régionales et internationales.

La hausse spectaculaire des dépenses militaires au niveau mondial est la conséquence de ce nouveau désordre mondial. En 2022, celles-ci ont atteint un « *niveau record* » de 2 240 milliards de dollars (2 055 milliards d'euros) en termes réels -soit une hausse de 3,7 % en un an, selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), publié en avril. Les dépenses des Etats européens ont atteint 480 milliards de dollars en 2022— soit 13 % de plus qu'en 2021. Pour la première fois, elles dépassent celles de 1989, à la fin de la guerre froide. 11 % de plus en Pologne, 12 % en Suède, 27 % en Lituanie, 36 % en Finlande...

Les dépenses militaires de la Chine, dont le budget de la défense était déjà le plus élevé au monde, derrière les Etats-Unis, ont augmenté en 2022, pour la 28^{ème} année de suite, atteignant un montant inédit estimé à 292 milliards de dollars (+ 4,2 %). Celles du Japon atteignent 46 milliards de dollars en 2022 (1,1 % du PIB national), soit leur niveau le plus élevé depuis 1960.

Cette évolution politique mondialisée renforce le poids du nationalisme, des réflexes identitaires, de la xénophobie et du racisme, des intégrismes religieux. Sous couvert de défense de la liberté et de la démocratie contre les dictatures, les puissances occidentales invoquent le droit à se défendre pour justifier leur offensive contre le reste du monde, le militarisme et la guerre flattant les préjugés nationalistes et xénophobes contre les travailleurs, pour imposer l'union nationale.

L'union des travailleurs par-delà les frontières, leur fraternisation, seule voie pour la paix, la démocratie, le bien être

C'est la planète qui est menacée par la mondialisation de la guerre, ses conséquences sociales, écologiques qui ridiculisent la farce qui se joue à Dubaï, sans parler de la

récession qui menace l'économie mondiale étouffée par l'exubérance financière qui étouffe la production de biens destinés à satisfaire les besoins humains.

Le tout pour le profit menace l'humanité entière.

En retour, la révolte s'exprime à travers le monde dans les manifestations de soutien au peuple palestinien sans pour autant soutenir le Hamas, souvent en le rejetant ou malgré sa politique bourgeoise, nationaliste, obscurantiste. Beaucoup cependant hésitent à s'engager, fuyant les discours pour lesquels choisir son camp rejoint un choix identitaire, nationaliste voire religieux qui nourrit le racisme antijuif et antimusulman.

Le camp jusqu'alors considéré comme progressiste, l'ensemble des gauches, israélienne, palestinienne, française et partout dans le monde sont déboussolées, désarmées quand elles ne se soumettent pas au camp dominant, à l'ordre établi.

L'indignation, l'émotion, la condamnation morale ne suffisent pas à faire une politique même si elles sont des pas vers une prise de conscience plus globale ouvrant une perspective, celle de la lutte des classes opprimées, exploitées pour leur émancipation. Nous sommes conscients qu'en Palestine, en Israël, au Moyen Orient comme ici les forces organisées, les directions politiques capables de porter une perspective internationaliste rompant avec l'embrigadement du nationalisme et militant pour la solidarité et la fraternisation des peuples et des travailleurs n'existent pas encore ou sont très faibles. Nous sommes aussi conscients que l'affrontement entre les aspirations des opprimés, leurs intérêts et l'impasse criminelle des politiques des différentes fractions des classes bourgeoises qui veulent s'imposer à eux conduit à cette prise de conscience que seule une politique de classe internationaliste pourra ouvrir une perspective pour leur propre libération et l'avenir de l'humanité débarrassée de l'exploitation et des guerres.

Yvan Lemaitre